

053.18.19



PONS IRAZABAL, FÉLIX
MINISTRO DE ADMINISTRACIÓN TERRITORIAL

Fundación
Felipe González

31

ASUNTO: COPIA DE LA EDITORIAL DE JEAN DANIEL EN "LE NOUVEL OBSERVATEUR" ENVIADO POR FELIX PONS

FECHA.: 8-14 DE DICIEMBRE DE 1988

053.18.19

Fundación
Felipe González

El Presidente del
Congreso de los Diputados

Querido Felipe:

Disculpa mi atrevimiento
de pensar que no conoces esto.
Por si acaso, te lo hago llegar
con la esperanza de que no
añadirá nada a tus preocupa-
ciones sino que ayude a si-
fren algunos de los problemas



Fundación
Felipe González

más bonitos que tenemos
planteados.

Un abrazo





L'éditorial de Jean Daniel

Pleins feux sur les riches

S'il fallait définir le nouveau socialisme, on constaterait peut-être qu'il consiste surtout en une moralisation obsédée du capitalisme. Qui commence par la transparence financière de la société

Bien sûr, cela dépend des époques : mais il faut croire que le rapport des Français à l'argent est toujours resté assez ambigu puisque, chaque fois qu'on dresse la liste des détenteurs des plus grandes fortunes, on éprouve le besoin d'en justifier la démarche. D'ailleurs, corrigeons : ce n'est pas particulier à la France. Cette année encore, on voit les publications américaines spécialisées (1) faire précéder leur recensement d'observations sur ce qu'on pourrait appeler « l'odeur de l'argent ». Pour ma part, je n'en suis pas surpris, estimant depuis un certain temps que l'affaire est moins simple qu'on ne la considère chez les néophytes de la finance. Nous nous dirigeons de manière irréversible vers une société de transparence mais cette *glasnost* des revenus oscille constamment entre la dénonciation et la fascination. Le moins que puisse faire un journal comme « le Nouvel Observateur », qui se livre désormais annuellement à cet inventaire, est de regarder en face cette oscillation.

1. L'ère de la discrétion. On a longtemps imputé à la tradition catholique, conservatrice et rurale de la France l'inclination des riches à dissimuler leurs richesses. Il est vrai que la condamnation de l'Eglise a été totale jusqu'au Moyen Âge et que, par la suite, les accommodements ont été plus ou moins honteux, accompagnés de mauvaise conscience. L'ostentation de la richesse était condamnée par l'Eglise pour deux raisons. D'abord, parce qu'on ne saurait tirer gloire de ce qu'on possède ici bas. Ensuite, parce que l'étalage de la fortune est le fait des parvenus, des nouveaux riches. Or la richesse n'est admissi-

ble que si elle n'est pas nouvelle. Dieu a voulu qu'il y ait des riches — c'est à quoi se résigne un Bossuet — mais il les a fait choisir par ceux qui incarnent sa volonté, c'est-à-dire le roi de droit divin et les grands seigneurs qui participent par alliance de la volonté divine.

incarnent sa volonté, c'est-à-dire le roi de droit divin et les grands seigneurs qui participent par alliance de la volonté divine.

Cependant, avec l'irruption des grands aventuriers du négoce, c'est-à-dire au moment de la naissance du capitalisme - avec la Réforme et le calvinisme, qui prendront en compte cette irruption et cette naissance -, il s'en faut de beaucoup que l'argent soit lavé de toute espèce de condamnation. La spéculation en particulier (ce qu'on appelait à l'époque prêt à intérêt ou usure) n'est acceptée qu'assortie de conditions draconiennes. L'esprit de ces conditions valorise l'effort (le travail) et le risque. On retrouve ici une tradition biblique : dans l'Ancien Testament, l'usurier n'est absous que dans la mesure où il court un vrai risque de ne pas être remboursé par l'emprunteur.

2. L'exigence de la transparence. Les social-démocraties scandinaves ont été les premières à rendre accessible à tous la liste des revenus des citoyens en révélant le montant des taxations dont ils sont l'objet. Dans un pays de rigoureux contrôle fiscal, cette liste est en même temps destinée à souligner l'égalité devant l'impôt et à désigner ceux qui participent le mieux, par leurs sacrifices financiers, au dynamisme économique du pays. Il s'agit donc d'un palmarès du mérite, en même temps que de

la puissance, puisque le système fiscal en est parfois arrivé à imposer certains revenus à plus de 80 %. On se souvient que le metteur en scène et producteur Ingmar Bergman s'était exilé parce qu'il estimait ne plus travailler que pour l'Etat (on dit là-bas pour la société).

3. L'explosion des aventuriers. Arrive l'époque où les capitalistes retrouvent la tradition pleine de panache et d'éclat, chère aux marchands italiens contemporains à la naissance de la banque. Ce sont des hommes du risque et de l'effort, des puritains de l'aventure, à qui la chance sourit. Ils sont fiers de leur réussite car elle est le fruit d'une victoire sur la fatalité. Ils sont les héros de la liberté puisqu'ils démontrent que la pauvreté, fût-elle sainte, ne dépend pas de Dieu. Les Etats-Unis vont s'édifier avec ce sentiment prométhéen qu'illustreront les premiers gratte-ciel de Manhattan. Plus haut sera le bâtiment, plus puissant en paraîtra le détenteur. C'est la vitrine des vainqueurs. Les complexes associés à certaines recommandations calvinistes et puritaines disparaissent dans la mesure où : a) chacun doit avoir le sentiment qu'il peut faire mieux que le voisin s'il travaille davantage ; b) la richesse du riche peut s'effondrer à tout moment. C'est le palmarès des détenteurs d'une puissance provisoire.

4. L'âge des dynasties. Peu à peu, et en dépit d'une implacable fiscalité sur l'héritage (conforme à l'esprit calviniste) qui commande de récompenser le mérite individuel, non la féodalité, un certain nombre de dynasties à forme patricienne et paternaliste se sont édifiées. On peut dire que chaque Américain

a dans sa giberne un bâton de maréchal des finances mais on signale peu de cas où le fils d'un Rockefeller, d'un Ford ou d'un Kennedy soit réduit à la pauvreté. C'est à ce moment-là que naît la recension des grandes fortunes qui se révéleront presque toutes stables. La première recension a lieu en 1937 par F. Lundberg, dans « Nacional Education Assu Journal ». La seconde recension n'aura lieu qu'en 1941, dans « Fortune », et elle ne concernera que l'enrichissement des nouveaux immigrants. Il faut ensuite attendre la paix et les périodes d'abondance (de 1952 à 1963) pour que successivement « Fortune », « Time Magazine », « Ladies Homes Journal » reprennent les listes des multimillionnaires.

La publication qui ensuite fera le plus autorité sur la question, en dehors de « Fortune », sera « Forbes ». Voici comment, en 1982, la liste des 400 Américains les plus riches a été présentée : « Les Américains sont très ambigus dès qu'il s'agit de leur richesse. Ils l'admirent et la désirent mais ils ont la vague impression qu'elle n'est pas tout à fait conforme au rêve américain. » La recension se transforme alors en catalogue des seigneurs, véritables demi-dieux dans la mythologie. Dans une première période, le fameux rapport « ambigu » existe surtout chez les commentateurs. Pour les intéressés, ils souhaitent faire partie de la liste. Avec d'abord l'idée que faire connaître sa puissance, c'est la multiplier : l'argent va à l'argent et le pouvoir va au pouvoir. Le sentiment d'ambiguïté auquel fait allusion le rédacteur de « Forbes » coïncide avec la surinformation télévisée sur la pauvreté américaine et la misère du monde. Les magnats de l'industrie, qui se contentaient de financer les universités, les musées, les hôpitaux et les églises, se sentent obligés de faire la preuve qu'ils constituent bien le fer de lance de l'industrie et de l'expansion. On retrouve soudain une trace des vieilles condamnations. Le paradoxe veut que les Européens ont entendu se délivrer de tous leurs complexes au moment où les Américains en retrouvaient une partie.

5. Les Français saisis par la transparence. Ce n'est pas seulement la tradition catholique qui a fait obstacle à toute publicité sur la fortune. C'est le fait que cette tradition s'est étroitement mêlée, au XIX^e siècle, au moment de la première révolution industrielle, à la tradition socialiste. Ce n'est pas un hasard si tous les grands ancêtres du socialisme français ont trouvé les termes les plus chrétiens pour exprimer leur condamnation de l'argent. C'est le moment où le capitalisme n'a encore trouvé aucune de ses normes de régulation. Il n'a surtout pas découvert ce respect de l'homme (des ouvriers, de la main-d'œuvre en général) auquel l'a incité si lyriquement un Benjamin Franklin dès 1731. Comme dira Léon Bloy, catholique véhément, l'argent c'est « le sang des pauvres ». C'est Péguy qui peut-être a le mieux incarné la synthèse entre les courants catholique et socialiste. En fait, on assiste à la naissance de l'anticapitalisme. Dans les romans de Balzac et de Zola, les riches incarnent à des degrés divers le mal et la corruption. Dans ceux de Stendhal et de Flaubert, le bourgeois symbolise la bêtise et la vulgarité. Dans cet « air du temps », toute publicité des détenteurs de grandes fortunes ne saurait être que dénonciatrice. Le relais marxiste du socialisme viendra opportunément procurer l'appareil « scientifique » pour achever de dis-

créditer les grands capitalistes, qui, non contents de s'épanouir dans la République bourgeoise et d'utiliser ses libertés formelles, n'ont pas le sens de leurs intérêts à long terme. « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage » : cette phrase de Jaurès parcourt l'Europe avant 1914. La dénonciation, plus tard dans les années 1930, des fameuses « 200 familles » exprime l'idée (communiste mais reprise par l'extrême-droite fasciste) que l'argent opprime et qu'il est concentré en un petit nombre de dynasties cosmopolites. Cette simplification grossière va nourrir, sous une forme plus sophistiquée, un sentiment antidémocratique qui préparera pour certains l'idéologie pétainiste. Il restera des séquelles de cet anticapitalisme pendant la guerre froide : l'anti-américanisme est aussi la haine de l'argent-roi. Attitude qui sera abandonnée, dans les années 1970 seulement, avec l'effondrement du modèle soviétique et la réhabilitation des libertés dites formelles.

En fait, il faudra attendre 1983 pour qu'une page importante soit tournée dans l'histoire de nos mentalités. C'est en 1983 que François Mitterrand fait prévaloir l'idée, imposée par la crise, que la création d'emplois est l'affaire des entreprises et non celle de l'Etat. Ces entreprises, en petit nombre, peuvent sans doute être nationalisées — c'est le système d'économie mixte aujourd'hui bien abandonné — mais elles ne sauraient être autrement gérées qu'à la manière dont elles le sont dans le secteur public. Il fallait probablement un socialiste pour violer à ce point la tradition et susciter une telle révolution dans les comportements. Cette révolution a dépassé toutes les « espérances » de son initiateur. Aussitôt, le langage change. On ne parle plus des « patrons » mais des « chefs d'entreprise ». La société n'est plus capitaliste, elle est « entrepreneuriale ». L'usine n'est plus le champ clos de la lutte des classes, c'est le chantier de la création d'emplois. Les dynasties vont mettre cependant du temps à accepter de se départir du secret dont elles avaient entouré leur fortune. Elles ont longtemps craint le gauchisme qui n'épargnait pas leurs propres enfants et qui sanctifiait la pauvreté. Enfin, elles ne pouvaient oublier que la direction générale des impôts est très attentive à de telles publicités sur les richesses. Mais l'évolution de la transparence finit par avoir raison des ancestrales préventions. Aujourd'hui, pour les « 200 », cela ne pose plus de problème.

Pour les « 200 », soit. Mais pour l'opinion publique ? On lui a fait découvrir les vertus de l'entreprise, ce qui est essentiel, mais avec une morale de « gagnant » qui, en opposant la compétition à la solidarité, lui fait souvent oublier la dimension sociale de l'économie. Et si le profit de chacun, c'est le bonheur de tous, on peut s'étonner que l'opinion soit si peu impatiente de connaître l'usage que font les riches de leurs richesses. Car on aura retenu de ce survol que c'est là que réside le plus important. L'histoire du capitalisme est aussi celle des régulations qu'il s'est imposées sous les effets des explosions sociales ou des krachs financiers. On pourrait dire à la rigueur, si du moins on se souciait de définir le nouveau socialisme, qu'il consiste en une moralisation obsédée du capitalisme. C'est-à-dire dans un contrôle constant de la façon dont les plus riches réinvestissent leurs biens. C'est à quoi sert — aussi — la société de transparence. J. D.

053.18.19

ASUNTO: Carta del Presidente del Congreso de los Diputados, Felix Pons, invitando al Presidente al acto de colocación del cuadro del anterior Presidente, Gregorio Peces-Barba, en la Galería de Presidentes de la Cámara.

FECHA: 6 mayo 1987

Fundación
Felipe González



Felipe Pens Nazarabal

Fundación
Felipe González

*El Presidente del
Congreso de los Diputados*

Madrid, 6 de mayo de 1987

Excmo. Sr. D. Felipe González Márquez
Presidente del Gobierno
Palacio de la Moncloa
MADRID

Querido Felipe:

Me es grato comunicarte que el próximo día 25 de mayo, lunes, a las dos de la tarde, tendrá lugar el acto de colocación del cuadro del anterior Presidente, Gregorio Peces-Barba, en la Galería de Presidentes de la Cámara. El acto será seguido de un almuerzo en el propio Congreso.

Sería para mí una gran satisfacción poder contar con tu presencia en estos actos con los que se testimoniará a Gregorio Peces-Barba el afecto y gratitud de la Cámara por el desempeño de la Presidencia durante la Segunda Legislatura.

Un abrazo



Fundación
Felipe González

Llamar y
confirmar la
asistencia del Pte.

Hecho 8-5-87
Secretaría Pte. Pntes.

¿el alumno,
transición? (A)





Fundación
Felipe González

ASUNTO: Carta remitiendo conferencia pronunciada el 24 de mayo de 1985, sobre "Los Límites del Reformismo".

FECHA: 26 de febrero de 1986.

*El Ministro de
Administración Territorial*


Felipe Pons Narxabal
Fundación
Felipe González

Madrid, 26 de febrero de 1986

Excmo. Sr. D. Felipe González Márquez
PRESIDENTE DEL GOBIERNO
Palacio de la Moncloa
MADRID

Querido Presidente:

Imagino que a estas alturas preferirás llenar tus inexistentes momentos de ocio con lecturas más refrescantes y de mayor elevación estética.

Para cuando tengas un rato me atrevo a enviarte esta conferencia en la que abordé en voz alta preocupaciones y convicciones que seguramente compartes y que la experiencia del Gobierno habrá reforzado.

Creo importante para nuestro proceso de legitimación más íntimo tener la certeza de que nuestras ideas no evolucionan al dictado de la necesidad sino que las orientamos desde la libertad.

Un fuerte abrazo,





LOS LIMITES DEL REFORMISMO

Las palabras que siguen no tienen pretensión alguna de novedad. Constituyen una simple toma de posición en relación con un problema de interés permanente y que creo requiere la modesta aportación de un pronunciamiento por parte de quienes nos sentimos afectados y concernidos por él.

Por otra parte, la correcta comprensión de esta exposición precisa tal vez una advertencia. La -- reflexión gira en torno a la izquierda europea y no pretende dar respuesta a la problemática más amplia de la izquierda en otros continentes o en otras situaciones socio-económicas, aunque, como habrá de resultar obvio, buena parte de lo que se dice resulta útil para cualquier otra circunstancia.

La crisis económica abierta en el mundo a partir esencialmente del alza de los precios energéticos en 1973, ha desencadenado una dinámica social y política de tales dimensiones y alcance, que afecta profundamente a la identidad de las grandes corrientes de pensamiento que alientan los procesos y movimientos sociales y económicos.

La izquierda no se salva de este cuestionamiento global. Hoy no sólo no es infrecuente sino que es casi un ritornello cotidiano oír hablar de la crisis de la izquierda, de la pérdida de identidad de la izquierda y del agotamiento del proyecto de la izquierda. Las voces que a diario inciden sobre esta apasionante cuestión provienen en su inmensa mayoría

de la propia izquierda y apuntan su carga crítica básicamente contra la izquierda operativa, contra las fuerzas políticas de la izquierda europea que han tenido y tienen la responsabilidad de gobernar y, por consiguiente, los medios para impulsar y estimular los cambios en la sociedad.

Es decir, lo que se pone en cuestión es la práctica reformista de la izquierda europea o, hablando con más propiedad, del socialismo democrático europeo.

Cuando los gobiernos de izquierda han tenido que abordar duras políticas de ajuste económico basadas en medidas como la moderación salarial, la reconversión industrial, la flexibilización del mercado de trabajo, la revisión de las bases en que se asientan los sistemas de seguridad social, etc., no sólo se ha producido la perplejidad de algunos sectores intelectuales y políticos sino que ha sobrevenido la acusación concreta que motiva nuestra reflexión de hoy: el reformismo ha llegado a sus límites, es una fórmula agotada, incapaz ya de ofrecer una alternativa viable realmente de izquierdas.

El reformismo no tiene ya más campo que el de la lógica del propio sistema y ha evidenciado su incapacidad para transformarlo.

Consumidas todas las posibilidades de la onda expansiva de la posguerra a la luz del repertorio keynesiano, se habrían puesto de relieve súbitamente todas las miserias y limitaciones de lo que siempre ha sido considerado como un mal menor: el reformismo.

De ser cierto que la vía reformista está agotada nos encontraríamos ante una difícil situación. Durante siglo y medio la izquierda europea se ha debatido (al menos a nivel teórico y académico o de puro debate político) en un dilema: revolución o reforma.

La vía de la revolución parece que agotó sus posibilidades antes que el reformismo. La experiencia de las sociedades post-revolucionarias del - - Este de Europa ha vacunado, incluso a los partidos comunistas del Oeste, contra esa tentación. No hace muchos días el Secretario General de PCE, Gerardo Iglesias, escribía que en esos países los sistemas carecen de los elementos esenciales del socialismo "La limitación de las libertades, la falta de participación popular y el burocratismo, no sólo han condicionado su naturaleza socialista desde el punto de vista de la democracia, sino también en el plano económico y social. Lo cierto es que ese modelo de sociedad y de Estado -según Iglesias- encuentra escasísimo atractivo entre los trabajadores y especialmente entre los jóvenes, incluso entre aquéllos - que más sufren la marginación y el desempleo".

Me parece una confirmación solemne y autorizada de algo que ya sabíamos. Que la vía revolucionaria no tiene posibilidades ni atractivo. El problema surge si del dilema revolución o reforma, descartada la revolución resulta ahora que reforma tampoco.

La crítica del reformismo no es nueva. Lógicamente los partidarios de la revolución lo han combatido durante más de un siglo. Hoy la coyuntura histórica ofrece una oportunidad para sumar pretendidos argumentos y ampliar la base de la crítica. Pero afirmar que el reformismo ha llegado a sus límites o/

simplemente apuntar que la vía reformista (mi refutación alcanza también esta hipótesis) encontrará tarde o temprano sus límites infranqueables, sólo puede hacerse desde una izquierda cerrada. Desde concepciones intelectuales e ideológicas planas, ancladas en concepciones ortodoxas o dogmáticas.

Sin embargo, retomando por un momento el hilo inicial de la reflexión, las respuestas concretas a la crisis económica actual evidencian el origen y las limitaciones de la crítica del reformismo. El eurocomunismo lanza su oferta de austeridad con contrapartidas. Se pliega a la política de ajuste en la lógica del sistema con unos contenidos que en nada se diferencian de las propuestas socialdemócratas y reformistas. Pero la aceptación de esa política estaba condicionada al protagonismo de los partidos eurocomunistas. Al no haberse alcanzado ese protagonismo no sólo se abandona el proyecto de austeridad sino que se abandona también el eurocomunismo y se retrocede a las posiciones doctrinales anteriores. No surge de ahí un programa nuevo y atractivo para las sociedades occidentales sino un recurso al populismo obrerista y una apelación a todos los estímulos emocionales y demagógicos que la situación propicia. Pero, desde luego, no una propuesta seria, articulada y viable para la izquierda en una sociedad desarrollada.

En el fondo, y a menudo también en la forma, con esplendorosa explicitud, emergen tanto en las críticas políticas como en las intelectuales, los grandes tópicos que tienen inmovilizado el escenario ideológico "oficial" de la izquierda europea. Así, el socialismo reformista constituye una manifestación

patológica, una enfermedad lamentable de la izquierda. Una penosa desviación. Un error permanente. Una opción resignada. Una traición. Un vuelo sin meta ni horizonte.

Si éste es el diagnóstico hay que devolver la salud a esa izquierda. Hay que curarla. Hay que reconducirla al camino de la verdad. Hay que rescatarla del estado de resignación y devolverla al mundo de la utopía. Hay que desenmascarar la traición para conjurar las tentaciones irreverentes.

Pero todo este planteamiento sólo puede efectuarse desde la convicción de que la izquierda tiene un programa genético irreversible y que la practica política que desarrolle no puede avanzar sino para cumplir ese programa. El reformismo sólo es aceptable como gradualismo, es decir, como la revolución a plazos. Los pasos pueden ser dados con mayor o menor lentitud pero deben ser dados siempre en una dirección científicamente predeterminada.

Es evidente que sólo la "verdad científica" de la izquierda marca los límites del reformismo. Sin esa barrera el reformismo no tiene límites.

Pero, ¿hay que aceptar que existe una verdad científica de la izquierda que marca los contenidos inevitables de los actos y los resultados finales? ¿Hay que aceptar el determinismo histórico y la filosofía oracular?. Sólo desde esa perspectiva, todo lo diluida que se quiera, se puede sostener que el reformismo tiene límites. Porque sólo desde esa posición -que dice estar en posesión de la verdad de/

la historia y de su inevitable proceso- se puede pretender excluir iniciativas que desafíen la verdad de la historia.

Sin embargo, en las proximidades del fin de siglo, la crítica del reformismo (que ha de hacerse permanentemente) no puede hacerse desde esas bases.

Intentando profundizar en las razones de esta afirmación creo conveniente apuntar las más importantes:

A) Nos encontramos al final de la etapa o del tiempo de la utopía secularizada (J. Habermas), del sueño de la fusión de la utopía con la realidad. La instalación de la utopía en la historia (en el siglo, de ahí que se hable de secularización) le había hecho perder su sentido auténtico y había creado la falsa impresión de que el paraíso utópico de la sociedad soñada y perfecta por fin se había encarnado en la historia, en el proyecto marxista, descubridor de unas leyes del progreso de la humanidad que conducían fatal e ineludiblemente a esa meta utópica.

Fue Lenin quien afirmó que "el marxismo es todopoderoso porque es exacto" y Stalin quien dijo que "el marxismo es la ciencia de las leyes del desarrollo social y natural". Esa ciencia que había descubierto las leyes de la historia, leyes científicas, se presentaba como superadora del dualismo entre utopía y realidad. Era la realización de la utopía. La secularización de la utopía.

El pensamiento oficial de la izquierda europea se ha alimentado, con más o menos entusiasmo y con más o menos matices, de esas verdades últimas.



Ha vivido instalada en las profecías marxistas. Aunque la realidad iba por derroteros que evidenciaban progresivamente el fracaso y la falsedad de las profecías.

Como dice Karl Popper "la base fundamental y única del argumento profético es el supuesto del aumento del antagonismo de clase. No es lógicamente necesario que una reforma gradual, alcanzada a través de determinadas componendas, conduzca a la completa destrucción del sistema capitalista; que los trabajadores que han aprendido por experiencia que pueden mejorar su suerte mediante una reforma gradual, prefieran desechar ese método, aún cuando no les proporcione la victoria completa, es decir, el sometimiento de la clase gobernante; que rehusar a avenirse con la burguesía y a dejarla en posesión de los medios de producción, en lugar de arriesgar toda su conquista, formulando exigencias que podrían conducir a choques violentos. Sólo si se supone que "los proletarios nada tienen que perder salvo sus cadenas"; sólo si se supone que la ley del aumento de la miseria es válida o que, en todo caso, hace imposible toda mejora, sólo entonces podrá profetizarse que los trabajadores se verán obligados a realizar la tentativa de derribar el sistema entero".

El desarrollo de la sociedad europea occidental en los últimos dos siglos ha evidenciado que las leyes de la historia eran falsas. Que el sistema económico era modificable y de hecho ha sufrido transformaciones gigantescas en todos los órdenes, incluido el de las formas y los contenidos de la propiedad. El esquema de clases e intereses resultante de la evolución nada tiene que ver con la profecía marxista. Pretender elaborar propuestas para la sociedad de hoy como si se hubiesen cumplido o pudiesen cumplirse a estas alturas las previsiones de cambio histórico profetizadas

por el socialismo científico marxista es abrazar el determinismo más obsoleto y encerrar a la sociedad en el pesimismo de su impotencia.

Es cierto que atravesamos un momento en el que se ha producido un debilitamiento de las energías utópicas y que, en este fin de siglo, el proceso del cambio de la cultura occidental origina una cierta situación de pérdida de confianza en sí misma de esa cultura, como ha notado J. Habermas. Posiblemente porque todas las constataciones y evidencias largamente intuitas se agolpan súbitamente y las necesidades de rectificación se acumulan. Tal vez había un cierto retraso en el "aggiornamento" intelectual de la izquierda. Pero que el sentido crítico se imponga no supone motivo de preocupación sino de esperanza.

Decía que hay una cierta pérdida -- de las energías utópicas. Posiblemente como resaca de la larga etapa de la instalación secularizada de la utopía. Cuando la utopía pierde su verdadero sentido, esto es, cuando deja de ser, como afirmaba E. Bloch, "un arma crítica que hace a los hombres conscientes de las imperfecciones del presente y los espolea para transformarlo y un instrumento de pensamiento incomparable que permite la exploración sistemática de una variedad de posibilidades específicas" y se convierte en un proyecto realizable, la demostración histórica de la inviabilidad del proyecto y la constatación de la falsedad de las premisas en las que se asentaba afectan a la credibilidad y al atractivo del pensamiento utópico.

Pero en realidad la utopía que se ha debilitado es una muy concreta: la utopía cristalizada en torno a la sociedad del trabajo. Uno de

los impulsos utópicos más importantes de la izquierda ha sido la emancipación de la heteronomía en el trabajo. La evolución hacia formas de trabajo más autónomo, menos dependiente. Para J. Habermas "esta utopía de la sociedad del trabajo ha perdido su fuerza de convicción y ello no sólo porque las fuerzas productivas hayan perdido su supuesta aproblematicidad o porque la abolición de la propiedad privada de los medios de producción, manifiestamente, no desemboque per se en una autogestión de los trabajadores, sino sobre todo, porque la utopía ha perdido su punto de referencia en la realidad: está decreciendo la fuerza que el trabajo abstracto tiene de formar estructuras y de configurar la sociedad. Claus Offe ha recogido convincentes puntos de apoyo que demuestran la disminución de la capacidad de determinación que tienen los hechos relacionados con el trabajo, la producción y el lucro para la estructuración de la sociedad y para el desarrollo de la sociedad en su conjunto.

Conocer y saber que la sociedad tiene unas posibilidades de determinación y de configuración, que no son de sentido único y prefijado, sino plurales y abiertas, es una buena noticia para el reformismo. Y es una mala noticia para quienes pretendan -contra la evidencia y el peso de la realidad- limitar esas posibilidades, introducir barreras para reconducir la configuración social por el canal único del fenómeno del trabajo. Es una vía abierta, de fecundidad insospechada, que de momento no puede más que apuntarse para no desbordar esta reflexión. Sepamos que existen inexploradas pero ciertas capacidades y modalidades de actuar que sólo son posibles desde el reformismo y que no lo son si se apela al esquema cerrado y determinista de la ciencia de la historia, que pivota sobre las relaciones de trabajo como delimitadoras de la sociedad.

B) Otra importante circunstancia es la del fin de la legitimación científica de la moral política. Mientras ha estado vigente la creencia de que la ciencia de la historia determinaba fatalmente sus procesos, ha imperado (y sus ecos no se han apagado del todo) la moral de la necesidad. Si se cree en una moral deducida de las leyes de la naturaleza o de la historia, la moral es, lógicamente, la expresión de la necesidad, a la cual hay que someterse. La valoración moral de los actos se efectúa -al margen de cualquiera otra consideración - por su adecuación al fin último deducido de las leyes de la historia.

No hace falta ponderar la irresponsabilidad que esta concepción introduce en el comportamiento humano ni la esclavitud ética a la que se somete al individuo.

El desarrollo de las ciencias sociales y naturales han pulverizado las bases del determinismo mecanicista. No existen leyes de la historia que determinen su evolución inexorable. Por ello, el crecimiento de la autonomía científica del saber -que es fenómeno de nuestro tiempo- ha ocasionado una caída de la tensión ética vinculada a la ciencia. Como afirma J.Colomer, "la libertad aparece vinculada a una plural iniciativa moral". "A estas alturas de la historia -añade- la impresión generalizada es que la historia no tiene ningún sentido predeterminado..." y que "frente a las tentaciones metafísicas cabe la comprobación de que el sentido de la vida de los hombres y de la historia de la humanidad es, si acaso, creado por los hombres mismos. Y que no hay más sentido posible que el desarrollo de la propia capacidad humana de conocer, crear, convivir, colaborar".

La tensión ética liberada del determinismo ha de forzar permanentemente el campo de lo posible, ha de sustituir la fatalista conciencia de la necesidad por una verdadera conciencia de la libertad.

He aquí otra buena noticia para el reformismo. No hay una sola legitimación moral en la izquierda, la que provendría de respetar las reglas de leyes de la historia, la de ser un buen colaborador de la ciencia de la historia, sino que caben pluralidad de legitimaciones. Hay un horizonte de caminos diversos, una riqueza de posibilidades.

Con esta constatación la izquierda amplía su campo y establece precisamente que el reformismo no tiene límites. La consideración del hombre como valor superior ya no se justifica por ningún cientificismo sino que pasa a ser un proyecto humano. Los derechos del hombre (todos, los económicos y sociales también) no derivan de la naturaleza de las cosas, sino que son un programa voluntariamente adoptado, apoyado en la memoria ética de la humanidad y por el que, precisamente por su indeterminación, no cabe cesar de bregar.

Desde esa indeterminación la izquierda se refuerza y vigoriza como un proyecto plural y se desprende de las ficciones teológicas, naturalistas e historicistas. Rechaza mitos y coartadas de raíz trascendental y profundiza su entraña de libertad y de compromiso ético.

Si algo ha marcado la historia moderna ha -- sido, precisamente, la existencia de unas fuerzas políticas, que desafiando los límites del determinismo científico y de la ética de necesidad han abordado la transformación social desde la libertad. La existencia misma del reformismo y sus éxitos constituyen la refutación más categórica de cualesquiera invitaciones de repliegue a la ortodoxia. Porque la ortodoxia de la izquierda no puede reconstruirse sobre bases mínimamente sólidas a estas alturas de la experiencia histórica.

Frente a la profecía de la ampliación e intensificación de la miseria se ha producido una progresiva neutralización del potencial de conflicto que comporta la condición de asalariado. La consecuencia ha sido la pacificación de los antagonismos de clase y el surgimiento de un mosaico de clases interrelacionadas en términos de gran movilidad y con características de dependencia muy variadas.

Hemos asistido a un proceso paradójico en apariencia. El reformismo que ha inspirado la política del socialismo democrático ha sido calificado a menudo como una traición a los intereses de la clase obrera. Pero los partidos socialistas han sido hegemónicos --misteriosamente hegemónicos-- entre los trabajadores; mientras tanto, los partidos comunistas o de extrema izquierda, fieles a los principios e intereses de clase según los dictados de la ortodoxia, han sido minoritarios e incapaces de ofrecer alternativas reales a los problemas sociales y económicos.

No hace mucho escribía Ignacio Sotelo que "el político profesional sabe que un programa

avanzado es un componente esencial para alcanzar el poder desde la izquierda, tanto más radical cuanto mayor sea la distancia que lo separa del poder, pero una vez alcanzado hay que contrastar su aplicación con criterios prácticos de oportunidad, que resultan siempre del deseo muy comprensible de permanecer en el poder sin asumir riesgos incontrolables".

No estoy muy seguro de que un programa radical acorte el camino hacia el poder. Creo que las sociedades europeas actuales no toleran los intentos de secularizar la utopía en los programas, ni los electorados se muestran proclives a transformaciones que impliquen aventura o riesgo. Pero, sobre todo creo que habría que extraer todas las consecuencias de la segunda parte de la apreciación de Sotelo. ¿Por qué el poder sólo se conserva en las sociedades democráticas si se actúa con moderación? ¿Por qué el reformismo sintonizado con la amplia mayoría es el único camino que aceptan transitar las sociedades adultas y estructuradas?.

La sociedad abierta y democrática de nuestros días -con todas sus imperfecciones- constituye un marco inédito en la historia. La posibilidad de acceder libremente al poder implica la existencia de unos mecanismos de comprobación política que nunca antes habían existido en la historia. Las utopías son verificables si se incorporan a los programas y se consigue un respaldo mayoritario. Levantar expectativas falsas o excesivas, y no digamos ofrecer soluciones falsas o demagógicas, supone exponerse al severo juicio de una opinión pública informada y pagar el precio de la pérdida de credibilidad. Hoy pueden criticarse las políticas de ajuste protagonizadas por la izquierda calificándolas de conservadoras y antiobreras. Pero quien

pretenda hacer creer a los trabajadores que existen otras posibilidades desde la izquierda, apelando a la demagogia o al determinismo de clase, tendría que pagar un altísimo, insoportable precio de descrédito si un día -improbable- llegara al gobierno y se le ofreciera la posibilidad de solucionar los problemas con las fórmulas arbitristas ofrecidas al electorado.

La resistencia a aceptar que los intereses de los más desfavorecidos exigen en cada tiempo soluciones plegadas a la realidad imprevista e imprevisible, ha empujado a una posición intelectual de refugio: así se dice que "ser de izquierdas es estar frente al poder. Participar del poder implica la renuncia a llamarse y ser de izquierda. Es de izquierda quien está fuera y a la izquierda del poder" (Aranguren).

Ignacio Sotelo afirmaba recientemente que "el poder es siempre de derechas" y Agnes Heller se preguntaba "¿cómo se puede ser de izquierdas -incluso como actitud moral- en un país en el que gobierna la izquierda?".

No hace falta que yo diga que no es un planteamiento banal. Pero desde luego se efectúa desde un concepto de izquierda muy desarraigado de la sociedad, muy elitista. Es cierto que las sociedades tienden a asumir muy rápidamente los cambios y a conservar los logros, pese a la tarea ingente que siempre queda por hacer. Pero puede resultar confusionario -y a veces sospechoso de efluvio determinista- calificar por igual a gobiernos y partidos anclados en valores tradicionales y en la defensa de privilegios, y a partidos y gobiernos que se esfuerzan por impulsar cambios y reformas, transformaciones socializadoras y libertades más

profundas y generalizadas. Se podrá decir que estos últimos no son de izquierda y se podrá decir que todo poder es de derechas, pero se tendrá que aceptar que el concepto de izquierda que se utiliza es un concepto cerrado y absoluto y que, bajo tales formulaciones, alienta la secreta aspiración de que la sociedad del siglo XXI, superdesarrollada y supercompleja, progrese y se desarrolle sin poder organizado ni institucional alguno. Salvo que se acepte -y me imagino que no es el caso- que el poder de derechas (pues todo poder lo sería, según se ha visto) también es útil para un progreso no despreciable.

Me parece, por tanto, este ángulo de crítica al reformismo, entre romántico e ingenuo, siempre que por izquierda se aluda a una concepción política. Otra cosa es que el poder deba estar sometido a crítica y revisión. Pero eso forma parte de la esencia misma del planteamiento del reformismo.

El ya citado J. Habermas ha afirmado que el estado social ha llegado a sus límites y que el sistema no admite más reformas sin chocar con la lógica interna que lo rige. Yo creo que de esta afirmación se desprende que hay que superar el estado social, que tal vez haya que dar saltos cualitativos, lo que no sólo no es incompatible con el reformismo, sino que constituye su propia naturaleza.

Pero pienso que no cabe establecer límites convencionales a la posibilidad de evolucionar, cambiar y profundizar. No hay que dejarse impresionar por la lógica del sistema. El único límite real al reformismo es el determinismo. La creencia de que hay unas leyes del desarrollo social que no permiten seguir avanzando. Pero sólo desde esa

perspectiva se puede sostener una visión cerrada del capitalismo, una concepción estática e inflexible del sistema social y económico de nuestros días.

El capitalismo era infinitamente más rígido y cerrado como sistema en todos los órdenes cuando se inició la reforma. Las transformaciones chocaban con conceptos y tradiciones arraigadas y defendidas con mayor vehemencia. Y los cambios fueron posibles. También lo son ahora.

Las coerciones objetivas de la realidad en el mundo moderno, como ha observado García Pelayo, son tan fuertes que a la hora de la verdad se imponen a todos por igual, por lo que el margen para las opciones ideológicas va estrechándose. Pero no hay que confundir esa coerción, ese peso objetivo de la realidad, con el determinismo una vez más. Para Marx intentar utilizar la razón o la inteligencia o voluntad humana contra las fases naturales de la evolución, determinadas por las leyes científicas del devenir histórico, es pura utopía. Son utopistas quienes con sus frágiles manos intentan guiar la colosal nave de la sociedad contra las corrientes y tormentas naturales de la historia.

El verdadero poder reside en la evolución de las máquinas, en el sistema de las relaciones económicas de clase y finalmente en la política.

Es preciso afirmar que la economía, que no es una ciencia, ni la historia profetizada pueden condicionar la política. Es la política, la sociedad, el hombre, el que debe dominar la economía. Y puede hacerlo.

En suma, desde la perspectiva en la que esta reflexión se sitúa, el reformismo, la izquierda reformista es la única opción intelectual y política que no tiene el horizonte cerrado ni marcado. El reformismo constituye la única posibilidad de seguir alimentando un pensamiento utópico real y no secularizado; la única posibilidad de imaginar y alumbrar soluciones nuevas. El reformismo no tiene en la historia futura ninguna puerta cerrada ni ningún camino fijado.

El reformismo no tiene límites. Se asienta y crece sobre el método crítico y la crítica es el credo del hombre libre. Se sitúa en las antípodas de Gauss, quien exclamó "Ya conseguí el resultado que buscaba pero no sé como llegar a él". La izquierda no puede partir de un resultado dado para dedicar la historia a encontrar el camino que conduzca hasta el punto revelado. El socialismo es un resultado cuestionable y redefinible en su contenido y en su proceso. Sólo el reformismo garantiza la libertad crítica para no atascarnos en el camino ni creer que hemos alcanzado el resultado. Günther Grass resume magistralmente esta idea en la parábola de los caracoles reformistas que se arrastran lentamente en pos del progreso.

"¿Avanzarán?. Un trecho.

¿Se desviarán?. A título de ensayo, siempre

¿Discutirán?. Cueste lo que cueste.

¿Cambiarán algunas cosas?. Más de lo que -- ellos mismos piensan.

¿Se equivocarán?. Según el plan trazado.

¿Retrocederán?. Aparentemente.

¿Llegarán?. Nunca.

¿Vencerán?. Si, en principio".

Ese no llegar significa la vigencia del optimismo histórico y de la confianza en horizontes de progreso abierto. La izquierda se ha apoyado en un sentimiento de miedo y deseo temeroso de seguridad y certidumbre, de reducción de todos los males y de final feliz. El reformismo ofrece una liberación de las falsas ficciones de seguridad y la confianza en las fuerzas del hombre libre.

FELIX PONS IRAZAZABAL

24 de Mayo de 1985



Fundación
Felipe González

ASUNTO: Carta del Presidente remitiendo documentación entregada por la Federación Española de Municipios y Provincias.

FEcha entrada:

Fecha contestación: 16-7-85



Fundación
Felipe González



PRESIDENCIA DEL GOBIERNO



Fundación
Felipe González

El Presidente del Gobierno

Madrid, 16 de julio de 1985

Excmo. Sr. D. Félix Pons Irazazabal
Ministro de Administración Territorial
MADRID

Querido Ministro:

En la última reunión que tuve con la Federación Española de Municipios y Provincias, me entregaron la documentación que te adjunto, para tu información.

Un abrazo,

Felipe González Márquez.